

Le 11 octobre 2024

## Les maires plaident pour « la liberté d'agir »

À l'occasion de l'assemblée générale de leur association départementale, à Argentan, près de 300 élus des communes et des intercommunalités ornaises ont fustigé l'État central, ses méthodes et ses coupes sombres dans le budget 2025. Résolument optimistes, tous plaident pour « la liberté d'agir ».

Hasard du calendrier, l'Association des maires de l'Orne et des présidents d'Intercommunalités tenait son assemblée générale ce jeudi 10 octobre, date retenue également pour la présentation, en Conseil des ministres, du projet de budget de l'État, feuille de route privant les collectivités locales de 5 milliards d'euros de recettes dès l'an prochain...

### La confiance

Le sujet des finances publiques a occupé une bonne partie des débats de la matinée, lancés par le président, Philippe Van-Hoorne : *« En dépit de notre capacité, connue et reconnue, à toujours faire face, nous craignons pour nos communes et nos intercommunalités. La confiance, socle de notre action municipale et intercommunale, continue malheureusement à faire défaut dans notre relation avec l'État central. Pourtant le plus mal placé au vu de son bilan, il s'érige chaque jour davantage en donneur de leçons. C'est : « faites ce que je dis, mais pas ce que je fais ! »*

L'optimisme reste de mise, toutefois : **« Restons convaincus que là où l'État central ne met pas son nez, les choses avancent, les projets se réalisent. Continuons à entreprendre, pour nos territoires, pour leurs habitants, avec la fierté légitime de surmonter les contraintes, le plus souvent imposées d'en-haut, pour parvenir à voter nos budgets à l'équilibre, ce dont l'État se dispense depuis trop longtemps ! »**

Soulignant **« le chemin parcouru dans ce climat trans-partisan qui fait notre force »**, le maire de L'Aigle a insisté sur les actions conduites auprès des élus ornaïens : **« À mesure que les dossiers se complexifient, bien malgré nous, nos équipes s'efforcent de faire évoluer leur accompagnement. La demande est forte et le panel d'intervention très large. Nous contribuons à faire avancer des réflexions, à alimenter des débats, à étayer des propositions. Nous le faisons avec le souci permanent de représenter nos collectivités et leurs élus, et de leur donner les meilleurs outils pour répondre aux besoins et aux attentes de nos concitoyens. Soyons-en convaincus : rien ne remplacera l'échelon de la démocratie locale, c'est-à-dire le nôtre, pour résoudre les crises, même les plus profondes ! »**

## **Un paradoxe de taille...**

Guy Geoffroy, vice-président de l'association des Maires de France, a **« salué le courage politique, au sens le plus noble, des femmes et des hommes de terrain qui gèrent nos collectivités locales, heureusement moins dispendieuses que l'État ! »**. Il a appelé les élus de l'Orne à **« refuser les critiques d'un pouvoir central qui ment quand il dénonce que nous portons une part de responsabilité dans l'explosion de la dette de notre pays. Lorsque nos charges courantes augmentent, c'est à chaque fois parce que le désengagement de l'État nous y contraint, sans aucune concertation ! »**

Le président du Conseil général, pour sa part, n'a pas manqué de relever un paradoxe de taille, entre « ***l'État central qui nous impose de faire toujours plus, avec moins*** » et « ***l'État dans l'Orne, avec notre Préfet et ses équipes, qui accompagnent nos projets, comme le fait aussi la Région, au titre de ses Contrats de territoires qui nous sont précieux.*** » Christophe de Balorre a appelé les élus ornais à la vigilance : « ***Ne nous laissons pas déborder par une évolution sociétale orchestrée par une armée de bienpensants qui veulent nous expliquer la vie. Au Département, comme dans nos communes et nos intercommunalités, c'est la présence et le travail qui comptent, en proximité avec nos concitoyens, dont les démarches du quotidien sont malheureusement de plus en plus compliquées !*** »

## **Un avenir meilleur ?**

À titre d'exemple, le président de Balorre a rappelé la mobilisation des conseillers départementaux sur d'importants projets, dont la réalisation a été volontairement accélérée : le Plan collèges « ***pour 100 M€ d'investissements réalisés et autant engagé pour les 5 années à venir*** », la fibre à l'habitant « ***qui mobilise 19 M€ au budget départemental, quand l'Europe finance 8 M€, l'État, 30 M€, la Région Normandie, 30 M€, et l'opérateur Orange, plus de 100 M€ sur ses fonds propres !*** » Quelques mots, également, de la lutte contre les déserts médicaux : « ***Notre Centre départemental de santé, c'est à ce jour 24 praticiens salariés, généralistes et spécialistes, qui ont déjà permis à plus de 6 000 Ornais de retrouver un médecin traitant.*** »

À son tour, le préfet, Sébastien Jallet, a souligné « ***l'implication forte des élus ornais au bénéfice du territoire et de ses habitants*** ». Une « ***vraie dynamique*** » qu'il a mise en avant, l'illustrant par « ***le nombre important de projets financés cette année au titre des***

***dotations de l'État*** ». Un constat applaudi par l'assemblée, sans pour autant faire oublier l'actualité budgétaire.

En guise de conclusion, l'invitation du président Van-Hoorne « ***à ne pas baisser les bras, parce que ça n'est pas dans notre nature*** », a été relayée par le président de Balorre : « ***À défaut de moyens supplémentaires pour le construire, nous avons de bonnes raisons de croire en un avenir meilleur, à la seule condition que nous obtenions de l'État central la liberté d'agir qu'il nous doit !*** »